

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC ZOOLOGIQUE

LE MOULIN DE RICHARD
22-FAUNE presentation public
22590 Trégomeur

Références : CJ-CS-2025-05-28

Code AIOT : 0052206305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement de présentation au public PARC ZOOLOGIQUE implanté LE MOULIN DE RICHARD 2222590 Trégomeur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection annuelle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC ZOOLOGIQUE
- LE MOULIN DE RICHARD 22-FAUNE présentation au public - 22590 Trégomeur
- Code AIOT : 0052206305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques dont le thème est l'ASIE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Demande d'action corrective	15 jours
10	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Demande d'action corrective	4 mois
11	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23	Demande d'action corrective	1 mois
14	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	Demande d'action corrective	6 mois
17	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Demande d'action corrective	15 jours
22	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
26	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
2	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
3	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.	Sans objet
5	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Sans objet
6	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	Sans objet
7	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12	Sans objet
8	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	Sans objet
9	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19	Sans objet
13	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27	Sans objet
15	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
16	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	Sans objet
18	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43	Sans objet
19	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44	Sans objet
20	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45	Sans objet
21	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
23	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 50	Sans objet
24	établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	zoologiques	article 51	
25	établissements zoologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Les enclos des nicobars et martres doivent faire l'objet de taille de la végétation
- Dans la volière des flamants : un panneau indiquant les règles à suivre, les comportements interdits et les informations sur les espèces présentes doit être mis des deux cotés de la volière
- Le portail d'accès aux bâtiments des herbivores doit être fermé à clef
- Le stockage du foin et paille à l'entrée du bâtiment herbivores gênant le passage doit être déplacé
- Le plan de lutte contre les nuisibles doit être actualisé avec le réalisé sur le site en incluant les locaux de restauration
- Le message pédagogique indiquant les menaces sur la conservation de l'espèce et les actions entreprises doit être développé
- Dégradation des locaux cuisine au fil du temps
- Stockage séparé à mettre en place pour les balais et serpillières en cuisine
- A de multiples endroits le chemin est endommagé par les rhizomes des roseaux

2-4) Fiches de constats

N° 1 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder

un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : CONFORME MME MARZIN est titulaire du certificat de capacité pour la présentation au Public
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.
Thème(s) : Élevage, Dossier sanitaire
Prescription contrôlée : Le dossier sanitaire contient les informations suivantes :- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites ;- les cas de maladie apparus dans l'établissement et les constatations faites, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés ;- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement ;- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats ;- les résultats des examens post mortem de tous les animaux morts dans l'établissement, y compris les animaux mort-nés ;- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ. Le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments. Il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.
Constats : CONFORME Inspection conjointe avec le service SSPA Pour l'agrément sanitaire
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.
Constats :NON CONFORME <i>Enclos des pigeons Nicobar : le palmier touche le filet</i> <i>Enclos des martres arbres : végétation à tailler</i> Stockage du foin et paille à l'entrée du bâtiment herbivores gênant le passage des animaliers ou vétérinaires A de multiples endroits le chemin est endommagé par les rhizomes des roseaux
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les enclos des nicobars et martres doivent faire l'objet de taille de la végétation dans un délai de 15 jours Le Stockage du foin et paille à l'entrée du bâtiment herbivores gênant le passage doit être déplacé dans un délai de 1 mois. A de multiples endroits le chemin est endommagé par les rhizomes des roseaux : faire parvenir un échéancier des travaux dans un délai de 3 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
Constats : CONFORME
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce. Avant d'héberger une nouvelle espèce, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.
Constats : CONFORME
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Amélioration préconisée : Les tortues jaunes au nombre de 7 disposent d'un bâtiment et d'une serre pour les périodes de printemps et automne. L'espace est restreint pour le nombre d'animaux présent : prévoir un agrandissement. Pour les tortues à éperons, l'espace est restreint au regard de la taille d'un animal : prévoir un agrandissement
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce. Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur : - les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ; - les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ; - la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en oeuvre.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en oeuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : NON CONFORME Dégradation des locaux cuisine au fil du temps. Difficultés de nettoyage sous les paillasses
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire parvenir un échéancier pour la réfection de la cuisine
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. La préparation des repas doit

préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.
Constats : NON CONFORME Les balais et serpillières doivent être stockés à l'écart de la cuisine et des passages
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Prévoir un stockage conforme pour balais et serpillières
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.
Constats : NON CONFORME
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Politique relative à la distribution de pop corn dans la mini ferme à établir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 27
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux moeurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles. Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite. Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.
Constats : NON CONFORME Les trappes des panthères des neiges doivent être changées en raison de la rouille
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les trappes doivent être changées en 2025

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.
Constats : NON CONFORME Dans la volière des flamants : un panneau indiquant les règles à suivre, les comportements interdits et les informations sur les espèces présentes doit être mis des deux cotés de la volière. L'accès au bâtiment doit être bloqué pour que le public ne puisse y accéder.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans la volière des flamants : un panneau indiquant les règles à suivre, les comportements interdits et les informations sur les espèces présentes doit être mis des deux cotés de la volière dans un délai de 15 jours Volière pénétrante des flamants : mettre en place une barrière côté bâtiment pour éviter le passage du public vers le bâtiment
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 18 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux. Les animaux nouvellement introduits dans les établissements font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière. Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en oeuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux. Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de moyens de contention adaptés. Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène. Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis. Les établissements disposent du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les causes des maladies apparues dans les établissements doivent être recherchées. Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés. Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de

précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les établissements établissent des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de leurs installations et de leurs équipements. Les établissements mettent en oeuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.
Constats : NON CONFORME <i>Pas de plan présenté. Peu de boîtes appât visibles et lutte assurée par les salariés. Les échanges permettent néanmoins de conclure à une maîtrise des populations de nuisibles.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>Le plan de lutte doit être actualisé avec le réalisé sur le site en incluant les locaux de restauration.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 23 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 50
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les établissements doivent disposer d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules et des cages servant au transport des animaux. Les eaux résiduaires de lavage sont collectées et acheminées vers des installations d'assainissement. Ces installations sont situées à une distance suffisamment éloignée des lieux où sont hébergés les animaux.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène. Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement. Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54
Thème(s) : Élevage, De la participation aux actions de conservation des espèces animales.
Prescription contrôlée : Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations

hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : établissements zoologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en oeuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
Constats : NON CONFORME Les nouveaux panneaux apportent de bonnes informations générales mais ces panneaux ne sont pas lisibles ou compréhensibles par tous les publics et n'informent pas sur la situation de l'animal dans son milieu naturel -Le message pédagogique indiquant les menaces sur la conservation de l'espèce doit être développé -Le message pédagogique sur les actions entreprises n'est pas suffisamment développé La partie pédagogique doit être développée et accessible à tout public. Le sujet concerne notamment le Nocturama , certains enclos et des EEP
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le message pédagogique indiquant les menaces sur la conservation de l'espèce et les actions entreprises doit être développé : faire parvenir un échéancier des travaux dans un délai de 3 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois